

Obstacles à la Création et la Pérennité des PME/TPE dans la wilaya de Bouira

Hamitouche Siham * Dr. Kherbachi Hamid **

الملخص:

يهدف هذا المقال إلى تحليل مختلف العراقيل التي يواجهها المقاولون في ولاية البويرة مع التركيز على مناخ الأعمال. التدابير المتخذة في الجزائر من أجل تشجيع الاستثمار نجحت في استقطاب العديد من المقاولين لكن هذا لا يمنع أن المقاولاتية في الجزائر تعاني من صعوبات على عدة مستويات وفي مختلف القطاعات. الكلمات المفتاحية: القاولاتية، المؤسسات الصغيرة والمتوسطة، الإذشاء، العراقيل، الاستمرارية.

RESUME :

Cet article analyse les différentes contraintes rencontrées par les entrepreneurs dans la wilaya de Bouira en mettant l'accent sur l'environnement des affaires. Les mesures entreprises en Algérie ont réussi à stimuler un nombre important de créateurs d'entreprises. Toutefois, l'entrepreneuriat en Algérie connaît des difficultés à plusieurs niveaux et dans différents secteurs.

Mots clés : Entrepreneuriat, Création, PME, Pérennité, Obstacles.

* Doctorante, FSECSG, Laboratoire Economie et Développement, Université de Bejaia, Bejaia, 06000, Algérie.

** Professeur, Laboratoire Economie et Développement, Université de Bejaia, Bejaia, 06000, Algérie.

ABSTRACT :

This article analyzes the various obstacles faced by entrepreneurs in the wilaya of Bouira. It focuses on the business environment. Measures undertaken in Algeria have succeeded in stimulating entrepreneurs. However, entrepreneurship in Algeria is experiencing difficulties at several levels and different sectors.

Key words: Entrepreneurship, Creation, Firms, Sustainability, Obstacles

INTRODUCTION

Dans le cadre de la transition d'une économie dirigée vers une économie de marché, les pouvoirs publics ont pris un certain nombre de mesures incitatives aux PME privées qui s'imposent comme élément essentiel du développement économique. Les problèmes économiques et sociaux des années 80 et les réformes de la décennie 90 (Bouyacoub, 1997) ont permis à la PME de se développer. Les PME ont prouvé leur capacité à créer de la richesse économique (Bygrave, Zachrakis, 2011). La banque mondiale insiste sur l'importance des PME pour la croissance et sur la nécessité d'une bonne intervention de l'Etat car la croissance est fortement liée à l'existence d'un réseau d'entrepreneurs actifs. Celui-ci est conditionné par un environnement favorable aux affaires. Beaucoup de pays, indépendamment de leur niveau de développement, ont introduit des programmes de soutien à la création de PME (OCDE, 2004). Les Etats-Unis et la Chine, ont développé des mesures efficaces pour la création d'entreprises. D'autres sont encore à la recherche de mécanismes qui minimisent les contraintes. L'action publique visant le développement de l'entrepreneuriat doit en parallèle prendre en considération la survie et le développement des PME créées afin d'assurer la croissance (Abedou, Bouyacoub, Kherbachi, 2011).

Les mesures entreprises en Algérie ont stimulé la création d'entreprises. Cependant, de multiples écueils existent. Jusqu'à 2014, l'Algérie occupait des positions insatisfaisantes dans les classements de Doing Business en ce qui concerne l'environnement de la création, et les PME existantes trouvaient des difficultés (Joyal, 2010). Dès lors, il est important d'identifier les contraintes au développement de l'entrepreneuriat en Algérie. Nous avons mené une enquête auprès d'une centaine d'entrepreneurs de la wilaya de Bouira dans différents secteurs. Notre objectif est de répertorier les contraintes et de transmettre les attentes des entrepreneurs en termes de réformes. Après une brève description de la relation entre l'entrepreneuriat et l'environnement et un aperçu sur l'évolution des PME en Algérie, nous présentons l'enquête effectuée et l'analyse des résultats.

1-ENTREPRENEURIAT ET ENVIRONNEMENT

Bruyat (1993) met en relation l'entrepreneur et l'environnement. En plus des critères individuels, un environnement incitatif est aussi important pour l'engagement de l'individu. L'environnement est une dimension importante de l'entrepreneuriat (Gartner, 1985). La politique du gouvernement, la disponibilité du foncier et des services de soutien ont une incidence positive sur la création de PME. Gasse (2003) s'intéresse à l'environnement socioculturel agissant sur la décision d'entreprendre, l'environnement économique et réglementaire qui influence la réalisation effective du projet (Boutillet et Uzunidis, 1999). L'OCDE, le GEM et la Banque mondiale (Capron, 2009) s'intéressent au climat des affaires comme indicateur des intensités entrepreneuriales entre les pays dans la création d'entreprise. Leur préoccupation est centrée sur les contraintes de l'environnement qui freinent les entrepreneurs et le rôle des pouvoirs publics dans l'introduction des réformes.

2-APERCU SUR L'ENTREPRENEURIAT EN ALGERIE.

Dans le cadre du décret législatif du 05-10-1993, modifié par l'ordonnance N°01-03 du 20-08-2001, l'Etat soutient le secteur privé par rapport à la législation antérieure des codes des investissements de 1963, 1966 et 1988 (Isli, 2005). Ce soutien est mis en place par des mesures incitatives (Loi n° 01-18 du 12-12-2001), et la création de structures d'aide et de soutien à la création d'entreprise (ANSEJ, FGAR, CNI, CNAC, ANGEM, ANDI...). Depuis, les PME connaissent un dynamisme qui se reflète à travers le nombre de création et leur participation à la création de l'emploi. Le nombre de PME privées recensées représente 72% de l'ensemble total des PME activant fin 2005. 75% de ces PME sont créées après 1993 (Kerzabi et Lachachi, 2009). En 2007, le nombre de PME privées passe de 293 946 à 392 013 unités à la fin 2008. En 2010, le nombre total des PME privées est de 618 515. Les statistiques révèlent une dynamique de création de 30000 PME/an alors que ce nombre n'atteignait pas 1000 création/ans avant 1990. En 2013, l'Algérie enregistre une densité moyenne de 22 PME pour 1000 habitants pour une moyenne internationale de 45 PME pour 1000 habitants (Gharbi, 2011). Face aux PME qui se créent annuellement, plusieurs disparaissent (Koudri, 2006). En 2010, le nombre de PME privées radiées est de 7915. En 2011, ce nombre s'élève à 9545. En 2012, les PME enregistrent 8482 cessations et le secteur des services représente 50% de l'ensemble des radiations. Les statistiques révèlent que les PME dans les services et le BTPH sont les moins pérennes.

3-ENQUETE DE TERRAIN : INTERETS ET METHODE D'ANALYSE

L'objectif de notre enquête est d'identifier les contraintes à la création et à la pérennité des PME/TPE dans la wilaya de Bouira à travers une enquête auprès d'un échantillon de 126 PME privées

provenant de différents secteurs d'activités. Nous avons adopté une approche qualitative et élaboré un questionnaire permettant d'étudier les différentes opinions. Par ailleurs, les variables du questionnaire ont été élaborées en référence aux dimensions importantes liées à l'environnement externe (le financement, l'accès au foncier industriel, l'accès au local, procédures administratives), aux perceptions des entrepreneurs vis-à-vis de l'efficacité des organismes publics, des efforts de l'Etat pour encourager l'entrepreneuriat et les contraintes rencontrées. L'analyse descriptive est basée sur une ACM (Analyse des Correspondances Multiples), adaptée aux variables qualitatives, qui permet d'étudier un nombre important de variables et d'individus en les réduisant à un nombre limité de facteurs, de déduire les différentes relations entre les variables et les individus et de donner une représentation graphique en utilisant la distance du Khi-deux. L'ACM permet d'analyser les variables à travers la matrice de corrélation, les individus représentés par l'ensemble des entreprises enquêtées et étiquetées par leur date de création, en faisant une projection permettant de distinguer les différents rapprochements entre le graphe des variables et celui des individus.

4- INTERPRETATION ET ANALYSE DES RESULTATS

Deux dimensions ont été dégagées par l'ensemble des variables. L'inertie totale est de 80% et le test de fiabilité (Alpha de Cronbach) est de 88%. De ce fait, l'ensemble des variables introduites mesurent le même construit. Ces résultats sont résumés dans le tableau N°1. 40,9% de l'inertie totale est expliquée par le premier axe factoriel et 39,1% par le second. De ce fait, le premier plan factoriel représente 80% de l'information initiale et est satisfaisant. Pour assurer l'interprétation de l'information, il suffit d'interpréter le premier plan factoriel où la concentration de nuage est forte.

Tableau N°1 : Récapitulatif des modèles

Dimension	Alpha de Cronbach	Variance expliquée	
		Total (valeur propre)	Inertie
1	0,880	5,316	0,409
2	0,870	5,077	0,391
Total		10,393	0,800
Moyenne	0,875	5,197	0,400

Source : Obtenue à partir des données de l'enquête par le logiciel SPSS

4.1-Analyse des variables

L'analyse des correspondances multiples (ACM), effectuée sous SPSS 19 nous propose deux indicateurs : la matrice de corrélation (tableau N°2 en annexe) et l'inertie.

4.1.1-Matrice de corrélation

Dans cette partie, nous analysons les résultats de la matrice de corrélation par les points suivants :

i) Activité de l'entreprise, origine des fonds et dispositifs d'aide à la création. Les fonds utilisés pour la création varient selon la nature de l'activité. Vue la nature de l'investissement dans la région s'articulant autour des Services et du BTPH, les créateurs utilisent leurs fonds propres jugés dans la plupart du temps insuffisants. Pour cela, le financement mixte est répandu. Pour les activités de l'agroalimentaire, les activités liées à la production de matériaux de construction, les entreprises de promotion immobilière et de construction, la production pétrochimique (Polystyrène), les entreprises de service, le financement est basé sur les capitaux propres vue leur nature juridique (société) et les crédits bancaires sous les avantages de l'ANDI. Ce genre d'activités exige des fonds plus au moins importants. La majorité des entrepreneurs exerçant dans le

secteur des services (services aux particuliers, transport routier), les petites industries (bois, aluminium, transformation, plastique, détergent), les entreprises de maintenance, d'installation et quelques entreprises du secteurs du BTPH (ETB-TCE, hydraulique) éprouvent une préférence soit pour l'autofinancement soit pour le financement mixte basé essentiellement sur les fonds propres, les fonds empruntés auprès de la famille et le crédit bancaire via les structures publiques d'aide à la création. Ces entreprises sont généralement des entreprises individuelles créées par des jeunes dans le cadre du dispositif ANSEJ. Les entreprises d'import-export sont créées par des fonds propres.

ii) Origine de fonds, dispositifs à la création et obstacles à la survie. La majorité des entrepreneurs qui ont utilisé des fonds empruntés (famille et/ou crédits bancaires) cite la concurrence, les problèmes liés à la demande du marché et le manque de financement comme obstacles à leur fonctionnement. L'absence d'études statistiques sur les besoins des marchés locaux au niveau des structures d'aide, le manque et/ou l'absence d'une banque de données sur le fonctionnement et l'évolution des marchés en termes de concurrence et de demande, les mauvaises études faites par le créateur lui même font que les entrepreneurs, notamment les nouveaux, se trouvent dans des secteurs à forte concurrence et leur insertion devient difficile. De telles situations provoquent un manque de demande qui se répercute sur les bénéficiaires. Ces derniers, doivent honorer les charges et rembourser les fonds empruntés. Face à la concurrence, les entrepreneurs adoptent certains comportements tels que la vente à crédits et/ou la réduction de leurs marges bénéficiaires. De ce fait, ils se trouvent face à des besoins de trésorerie pour couvrir leurs dépenses.

iii) Obstacles à la création et secteur d'activité. La matrice de corrélation montre une relation faible entre le secteur d'activité et les contraintes à la création d'entreprise. Cela s'explique par le fait que les

contraintes à la création ne sont pas liées à un secteur précis. Les créateurs, tous secteurs confondus, sont soumis à des contraintes presque identiques. Leur manifestation et/ou leur intensité diffère selon les dispositions du créateur et de son activité. Les statistiques relatives aux fréquences montrent que les lenteurs administratives, le financement et la bureaucratie sont les contraintes les plus rencontrées par les créateurs indépendamment de la nature de leurs activités. Les lenteurs administratives et la bureaucratie sont considérées par les entrepreneurs comme des contraintes qui élargissent les délais de création et réduisent la valeur de l'opportunité visée au début du projet. Les lenteurs les plus fréquentes se trouvent au niveau des banques, des structures d'aides à la création, de l'accès au foncier, des douanes et aussi de l'agrément dans le cas d'une activité réglementée. Les procédures sont nombreuses quelle que soit l'autorité sollicitée, les dossiers sont lourds et leur délai de traitement est long. D'après les intervenants, la bureaucratie est une contrainte majeure qui est source de blocage et favorise la corruption à travers la sollicitation de connaissances pour réduire les délais. Les conditions du financement bancaire sont difficiles. L'obtention d'un financement auprès de la famille, d'un proche ou d'un ami n'est pas facile et les montants empruntés ne répondent pas aux besoins du projet. L'accès au foncier industriel ou au local d'implantation reste un frein aux investisseurs dans les secteurs de l'industrie et des services. L'absence d'une politique d'information et d'orientation permettant aux créateurs d'accéder à des informations sur la réglementation, les avantages offerts, les droits et les obligations des parties prenantes, les marchés et leur évolution conduit certains créateurs à effectuer des choix qui ne répondent ni à leurs capacités, ni à leurs compétences. Les réseaux sociaux des entrepreneurs semblent être la principale source d'information dans la région. Ainsi, l'accès à la matière première est une contrainte qui se manifeste chez les entrepreneurs de l'industrie et

de construction. Cette dernière apparaît à un stade avancé du processus de création.

iv) Contraintes à la survie, secteur d'activité et activité principale. Les résultats de l'analyse montrent l'existence d'une relation entre l'activité principale de l'entreprise et les obstacles rencontrés en termes de survie. A l'intérieur de chaque secteur d'activité, la manifestation des différents éléments d'entrave diffère d'une activité à l'autre. Certaines activités ne sont pas confrontées à une concurrence forte par rapport aux autres. L'industrie pétrochimique, les activités liées à l'exploitation d'agrégats, les entreprises d'import-export et celles de contrôles ne subissent pas une forte concurrence. La fabrication de polystyrène est la seule dans la région et la forte demande du marché de BTP en termes de matériaux de construction ouvre le champ aux producteurs de ces matériaux. Les entreprises de l'agroalimentaire, les industries du bois, de plastique, d'aluminium, des détergents et de carreau céramique sont beaucoup plus confrontées à une concurrence provenant des produits importés et du marché parallèle. Ceci réduit leur part du marché et la commercialisation de leurs produits devient difficile. Ainsi, les entreprises du bâtiment et celles du transport routiers sont les plus confrontées au problème de la concurrence au niveau local. Les entrepreneurs exerçant dans ces activités trouvent des difficultés à acquérir des marchés. Le problème lié aux lenteurs de l'administration constitue un obstacle. Les retards dans les procédures de dédouanement pour les entreprises d'importation, les retards dans l'accès au foncier pour les entreprises de construction et de promotion immobilière, les lenteurs dans le paiement des factures aux entrepreneurs du BTP les pénalisent financièrement. Ces lenteurs génèrent des retards et freinent les entrepreneurs à plusieurs niveaux. La corruption est une contrainte liée au secteur du BTPH et certaines activités de services (TPM, travaux aux entreprises). Elle favorise les

puissants et exerce une forte pression sur les nouveaux entrants. L'approvisionnement en matières premières est largement cité par les entrepreneurs de l'agroalimentaire qui se plaignent de leur dépendance de la matière première importée. Les fluctuations des prix sur les marchés étrangers entraînent des effets négatifs sur les coûts de production, notamment lorsque le cours de la devise a tendance à la hausse. L'insuffisance, l'indisponibilité et/ou la mauvaise qualité de la matière première locale entraînent des surcoûts supportés par l'entreprise. La Cimenterie de Sour El Ghozlane enregistre récemment une réduction dans la production du Ciment, matière première pour les entreprises de fabrication de matériaux de construction. Celles du BTP font face à un manque de matières premières. La difficulté de trouver une main d'œuvre qualifiée est un obstacle pour les entrepreneurs de BTP. Les jeunes formés préfèrent créer leurs entreprises via les différents dispositifs au lieu de travailler comme ouvrier. Le secteur des services semble être le moins confronté à cette contrainte.

4.1.2- Inertie

Le tableau N°3 donne les pourcentages de variance et leur contribution dans chaque axe. Le premier axe est expliqué par la contribution de la variable Activité principale (91,7%), Freins à la survie (86%), Risques internes et externes (85,6%), Fonds utilisés pour la création (74%) et la variable Solliciter un dispositif (57,6%). Le second axe est expliqué par la variable Activité principale (93%), Risques internes et externes (92%), Freins à la survie (86%), Fonds utilisés pour la création (56%), Secteur d'activité (45%) et Accès au foncier (44%).

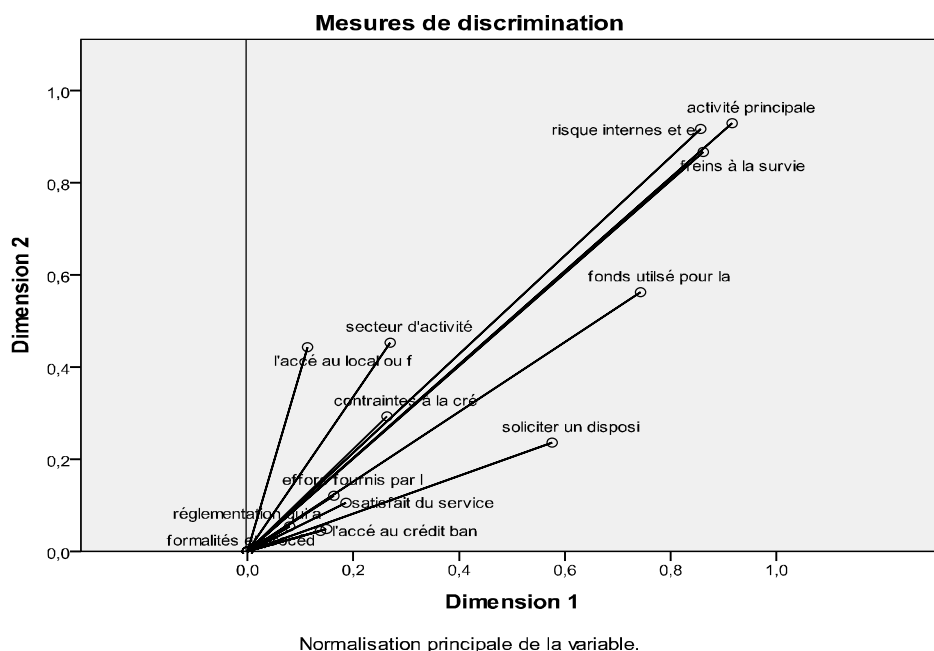
Tableau N°3 : Mesure de discrimination

	Dimension		Moyenne
	1	2	
Secteur d'activité	0,270	0,454	0,362
Activité principale de l'entreprise	0,917	0,929	0,923
Fonds utilisé pour la création	0,743	0,563	0,653
L'accès au crédit bancaire	0,138	0,045	0,091
Formalités et procédures administratives	0,079	0,054	0,067
Réglementation qui a été une contrainte	0,149	0,048	0,099
L'accès au local ou foncier	0,113	0,444	0,279
Solliciter un dispositif	0,576	0,236	0,406
Satisfait du service rendu?	0,186	0,106	0,146
Efforts fournis par l'Etat	0,163	0,121	0,142
Risque internes et externes	0,856	0,917	0,887
Freins à la survie	0,861	0,867	0,864
Contraintes à la création	0,264	0,293	0,278
Total actif	5,316	5,077	5,197

Source : Résultats obtenus à partir des données de l'enquête avec le logiciel SPSS

La représentation des variables sur le plan factoriel est donnée par le graphe N°1.

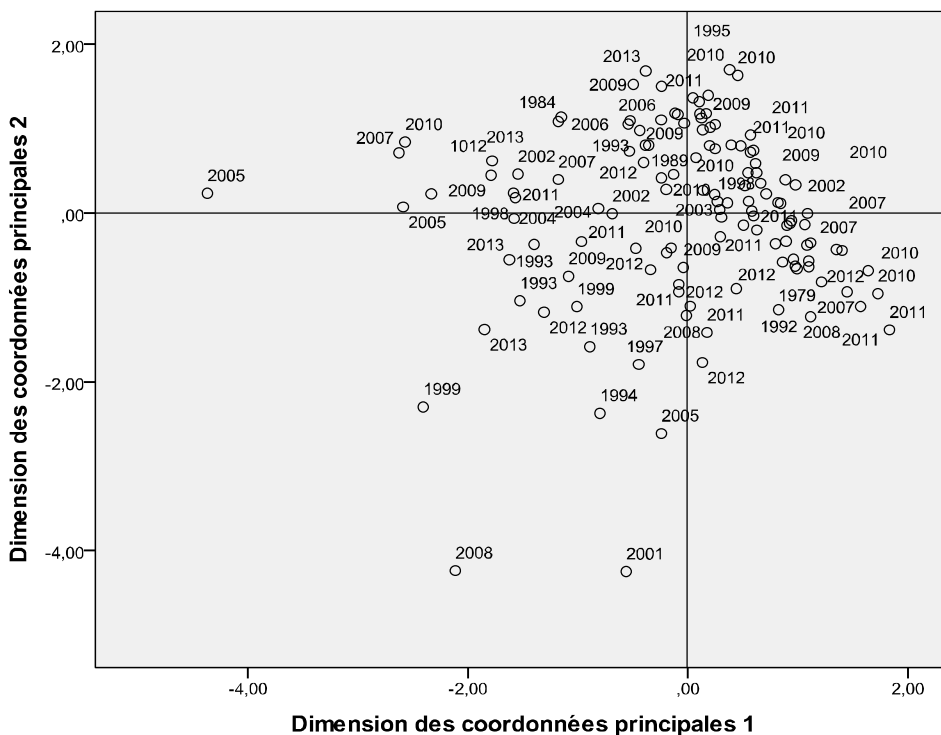
Graphe N°1 : Représentation des variables



Source : obtenu à partir des données de l'enquête avec SPSS.

4.2-Analyse des variables et des individus

Les individus sont représentés par les 126 PME enquêtées. Dans Le graphe N°2 obtenu à partir des données de l'enquête sous SPSS, les années 1998, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2010, 2011, 2013 sont bien représentées sur le premier axe factoriel. Les années 1989, 1993, 1995, 2002, 2003, 2005, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012 sont bien corrélées avec le deuxième axe.

Graphe N°2 : Représentation des individus


Le premier plan factoriel représente 80% de l'information totale. Sur le premier axe représentant 40,9% des données, nous remarquons que les variables Formalités et procédures administratives, Accès au crédit bancaire, Solliciter un dispositif, Satisfaction par rapport au service rendu et les années 1998, 2002, 2003, 2007, 2009, 2010, 2011 sont bien représentées. D'un autre coté, nous remarquons que les variables Accès au foncier, Secteur d'activité, Contraintes à la création et les années 1989, 1995, 2001, 2003, 2009, 2010, 2011 sont bien représentées sur le deuxième axe avec 39% de l'information totale. La corrélation des variables et des individus sur le premier axe coïncide avec la période dont les organismes d'aides activent au niveau local. La création de l'ANSEJ (1998), de la CNAC (2002), de l'ANGEM (2004) et récemment l'ANDI (2011) au niveau local explique

l'augmentation du nombre de PME aux cours de ces dernières années. Les avantages octroyés ont réussi à stimuler les individus, notamment durant les années 2000, période qui coïncide avec l'encouragement du secteur privé dans le cadre des plans de soutien à la relance économique. La région commence à bénéficier de plans de charges dans le BTPH. Les modifications apportées à ces dispositifs ont mis en valeur l'apport de ces derniers. Ceci explique la corrélation entre la variable Avez-vous sollicité un organisme et les années 1998, 2001, 2002, 2007, 2009, 2010 et 2011. Cette variable est importante durant cette période. La politique menée par l'Etat est une solution sociale qu'économique. Cela peut être perçu à travers la nature du secteur privé de la wilaya (TPE exerçant dans le service et le BTPH, des activités routinières, industrie assez faible). La satisfaction des entrepreneurs vis-à-vis du service rendu par les dispositifs reste relative et est liée aux avantages financiers puis fiscaux. Malgré l'importance de ces organismes, des insuffisances existent notamment dans le mode de fonctionnement et d'octroi des avantages. Dans cette enquête, le recours au crédit bancaire est lié au processus de financement des différents dispositifs. L'obtention du crédit reste difficile face à la méfiance des banquiers, notamment avec l'évolution du nombre de dossiers provenant des différents organismes d'aides à la création. Les délais de réponse sont très longs. Le temps nécessaire pour la prise de décision varie entre 6 et 12 mois. Les porteurs de nouveaux projets doivent présenter des garanties sous plusieurs formes. Ainsi, les documents (documents administratifs, juridiques, comptables, fiscaux et techniques) sont jugés excessifs. La corrélation sur le deuxième axe où la contrainte du foncier ou du local est importante, durant les années récentes (2009, 2010, 2011), peut être expliquée par le dynamisme de l'investissement local dans le secteur des services et du BTPH. Les entrepreneurs exerçant dans les services et quelques entreprises du bâtiment considèrent la localisation dans

des milieux urbains comme facteur agissant sur la réussite de leur activité bien que les prix de location et de cession soient élevés. La difficulté est de trouver l'endroit adéquat qui répond aux exigences de l'entrepreneur et de son activité. D'un autre côté, Les entrepreneurs exerçant dans l'industrie insistent sur la difficulté d'obtenir un acte de concession (Ordonnance 08-04 du 1-09-2008). Face à l'insuffisance du foncier industriel au niveau local, il est difficile de bénéficier d'un terrain sollicité par plusieurs investisseurs. La variable Efforts fournis par l'Etat pour l'encouragement de l'entrepreneuriat est importante durant la période 1998-2011. La majorité des entrepreneurs pensent que les mesures entreprises depuis les années 90 à l'égard du secteur privé sont bonnes. Mais la création est entravée à cause des éléments cités et la survie reste un défi. Les dispositifs financent des activités à faible valeur ajoutée et visent à accroître le nombre de création sans prendre en considération les mesures visant leur compétitivité et leur survie.

CONCLUSION :

Les résultats de notre enquête font ressortir une inadéquation entre la volonté affichée par les pouvoirs publics envers les PME et la réalité observée sur le terrain. L'analyse a pu montrer que les créateurs indépendamment de leur secteur d'activité sont soumis à des contraintes presque identiques avec une manifestation plus au moins importante des unes par rapport aux autres. Une fois l'activité est lancée, et afin de survivre et de se développer, l'entrepreneur doit confronter plusieurs contraintes liées notamment à l'environnement externe de la PME. Dans ce cadre, l'analyse a montré une forte relation avec l'activité de l'entreprise et les éléments d'entrave rencontrés. Ainsi, Les problèmes de bureaucratie, de lenteurs administratives amoindrissent la portée des dispositifs mis en place. Il faut améliorer le climat de l'investissement et simplifier les démarches. L'informatisation et la modernisation de l'administration publique

peuvent être des mécanismes efficaces de gestion des dossiers, de réduction des délais de traitement et de validation, d'accompagnement et de suivi tout en les orientant vers des activités productives.

Références bibliographiques

1. Arhab.B, 2011. « Algérie, libérer le potentiel de croissance pour promouvoir l'emploi ». In Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement, Ed. Karthala, Paris.
2. Abedou.A, Bouyakoub.A, Kherbachi.H, 2011. L'entrepreneuriat en Algérie, Données enquête GEM, Cread/GTZ, Alger.
3. Banque Mondiale, Rapport Doing Business, 2014. Comprendre les réglementations pour les petites et moyennes entreprises. 11eme Edition, 2014.
4. Bouyakoub.A, 1997. « L'économie Algérienne et le programme d'ajustement structurel ». In Le Maghreb face à la Mondialisation, Confluences Méditerranée, n°21, Ed. L'Harmattan.
5. Boutillier.S, Uzunidis.D, 1999. La légende de l'entrepreneur, le capital social, ou comment vient l'esprit d'entreprise. Ed. Syros, Paris
6. Boukrif.M, Madoui.M, 2011. « Les PME algériennes à l'épreuve de la mise à niveau des entreprises ». In Entrepreneurs Maghrébins Terrains en développement, Ed. Karthala, Paris.
7. Bruyat.Ch, 1993. Création d'entreprise. Contributions épistémologiques et modélisation. Thèse pour le Doctorat és Sciences de Gestion, Grenoble II, France
8. Bygave.W, Zacharakis.A, 2011. Entrepreneurship. 2ed Edition. 2011.
9. Capron.H, 2009. Entrepreneuriat et création d'entreprises : Facteurs déterminants de l'esprit d'entreprises, Ed. De Boeck Université, Paris.
10. Gharbi.S, 2011. « Les PME/PMI en Algérie : Etats des lieux ». In Cahier du Lab II, Document de travail n°238, Mars 2011.

11. Gartner.W.B, 1985. « A conceptual framework for describing the phenomenon of new venture creation ». In Academy of Managment, vol 10, n°4. 1985.
12. Gasse. Y, 2003. « L'influence du milieu dans la création d'entreprises ». In Organisations et territoires, Printemps-Eté 2003.
13. Isli.M.A, 2005. « La création d'entreprise en Algérie », In Les Cahiers du CREAD, n°73.
14. Joyal.A, 2010. « La PME algérienne : état de la situation ». In La PME Algérienne et le déficit de l'internationalisation : Expériences Etrangères, Ed. L'Harmattan, Paris.
15. Kerzabi.A, Lachachi.W, 2009. « L'entreprise familiale en Algérie. De l'indépendance au conservatisme ». XI^{ème} Journées Scientifiques du Réseau Entrepreneuriat, INRPME, AUF, AIREPME, Trois-Rivières.
16. Koudri.A, 2006. « Démographie entrepreneuriale et vitalité économique ». In De la gouvernance des PME-PMI. Regards croisés France-Algérie, Ed. L'Harmattan, Paris.
17. OCDE, 2004. Promouvoir l'entrepreneuriat et les PME innovantes dans une économie mondiale. 2^{ème} Conférence de l'OCDE des Ministres en charge des PME, Istanbul, Turki.

ANNEXE Tableau N° 2 Matrice de Corrélation

	Secteur d'activité	Activité principale	Origine des fonds	Accès au crédit	Formalité et procédure administratives	Réglementation enregistrement
Secteur d'activité	1.00	0,507	0,260	-0,087	0,222	0,159
Activité principale	0,507	1.00	0,677	-0,036	0,168	0,311
Origine de fonds	0,260	0,677	1.00	-0,115	0,057	0,092
Accès au crédit	-0,087	-0,036	-0,115	1.00	0,048	-0,042
Formalités et procédure	0,222	0,168	0,057	0,048	1.00	0,284
Réglementation d'enregistrement	0,159	0,311	0,092	-0,042	0,284	1.00
Accès au lieu d'implantation	0,291	0,282	0,038	0,047	0,249	0,258
Solliciter un dispositif	0,193	0,563	0,738	-0,004	0,141	0,035
Satisfaction	0,035	-0,128	-0,224	0,173	0,030	0,002
Effort de l'Etat	0,177	0,316	0,228	-0,053	0,258	0,126
RI et RE	0,354	0,768	0,661	-0,032	0,163	0,341
Contraintes à la survie	0,330	0,771	0,664	-0,013	0,169	0,297
Contraintes à la création	0,300	0,421	0,210	0,211	0,014	0,215
Dimensions	1	2	3	4	5	6

Suite Tableau N°2 (suite)

Accès au lieu d'implantation	Solliciter un dispositif	Satisfaction par rapport au dispositif	Efforts fournis par l'Etat	Risques internes et externes	Contraintes à la survie	Contraintes à la création
0,291	0,193	0,035	0,177	0,354	0,330	0,300
0,282	0,563	-0,128	0,316	0,768	0,771	0,423
0,038	0,738	-0,224	0,228	0,661	0,664	0,210
0,047	-0,004	0,173	-0,053	-0,032	-0,013	0,211
0,249	0,141	0,030	0,258	0,163	0,169	0,014
0,258	0,035	0,002	0,126	0,341	0,297	0,215
1,00	-0,022	0,111	0,152	0,259	0,268	0,380
-0,022	1,00	-0,373	0,072	0,536	0,550	0,193
0,111	-0,373	1,00	0,042	-0,133	-0,128	-0,004
0,152	0,072	0,042	1,00	0,325	0,297	0,115
0,259	0,536	-0,133	0,325	1,00	0,783	0,351
0,268	0,550	-0,128	0,297	0,783	1,00	0,417
0,380	0,193	-0,004	0,115	0,351	0,417	1,00
7	8	9	10	11	12	13

Source : Données SPSS.